

## LES DETERMINANTS DU COMPORTEMENT ELECTORAL AU COURS DU REFERENDUM DU 4 NOVEMBRE 2018 EN NOUVELLE-CALEDONIE

---

**Sylvain Brouard**, Sciences Po - CEVIPOF

**Samuel Gorohouna**, Université de la Nouvelle-Calédonie - LARJE

**Anthony Tutugoro**, Université de la Polynésie Française – Université de la Nouvelle-Calédonie – LARJE

### Résumé :

Article issu de l'intervention à la **Conférence 2019 de l'Association d'études politiques des îles du Pacifique (PIPSA) « Démocratie, souveraineté et autodétermination dans les îles du Pacifique »**  
**Université de Nouvelle-Calédonie, Nouméa, 25-27 juin 2019**

Cet article interroge plusieurs hypothèses concernant les relations entre les caractéristiques sociodémographiques ainsi que les attitudes politiques et les comportements électoraux lors de la consultation référendaire de novembre 2018 en Nouvelle-Calédonie. L'article s'intéresse particulièrement aux comportements de vote selon les caractéristiques individuelles : l'appartenance ethnique, le statut civil, l'âge et le genre etc. Il analyse également les perceptions des coûts-avantages liés à l'indépendance, l'identification à l'Etat national actuel, les identifications partisans et les effets de la campagne. Il s'appuie sur une enquête auprès d'un échantillon représentatif de 1496 individus réalisée après le premier référendum d'autodétermination.

### Mots-clef :

Comportement électoral, référendum, indépendance, Nouvelle-Calédonie

# **LES DETERMINANTS DU COMPORTEMENT ELECTORAL AU COURS DU REFERENDUM DU 4 NOVEMBRE 2018 EN NOUVELLE-CALEDONIE**

Sylvain Brouard, Sciences Po – CEVIPOF

[sylvain.brouard@sciencespo.fr](mailto:sylvain.brouard@sciencespo.fr)

Samuel Gorohouna, Université de la Nouvelle-Calédonie – LARJE

[samuel.gorohouna@unc.nc](mailto:samuel.gorohouna@unc.nc)

Anthony Tutugoro, Université de la Polynésie Française – Université de la Nouvelle-Calédonie – LARJE

[anthonytutugoro@hotmail.com](mailto:anthonytutugoro@hotmail.com)

## 1. Introduction

A la question « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine-souveraineté et devienne indépendante », au sein du corps électoral arrêté au XVIème Comité des Signataires de la Nouvelle-Calédonie, 43,3% des suffrages exprimés se sont prononcés en sa faveur et 56,67%, en sa défaveur. Conformément au point 5 de l'accord de Nouméa et aux dispositions de la loi organique du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, une deuxième consultation référendaire s'est tenue le 4 octobre 2020. S'il est demandé, un troisième référendum devra également se tenir dans les deux ans suivant le scrutin.

L'analyse des consultations calédoniennes peut s'inspirer des analyses de celles qui ont eu lieu ailleurs dans le monde. En effet, dans un contexte caractérisé par une résurgence des velléités d'indépendance basées sur des revendications nationalistes, une nouvelle vague de référendums d'autodétermination a eu lieu dans le monde, de l'Ecosse, en passant par la Catalogne, jusqu'à Bougainville. La France n'échappe pas à ce phénomène avec le premier référendum d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie qui a eu lieu le 4 novembre 2018. Les référendums sur l'indépendance renferment deux éléments majeurs de l'activité politique. D'une part, le choix électoral a une nature exceptionnelle, ce qui donne au résultat un caractère irréversible. Nombre de chercheurs et d'observateurs soulignent l'importance fondamentale de la question pour les citoyens (Nadeau & al. 1999). Par ailleurs, les campagnes dans un tel contexte référendaire peuvent éventuellement permettre d'aller au-delà des traditionnelles frontières érigées par les partis en place, rendant ainsi le choix du citoyen beaucoup plus difficile (LeDuc 2002). D'autre part, ces problématiques peuvent impliquer un fort volet émotionnel du fait qu'elles aillent de pair avec des questions d'identification à un Etat ou une Nation en fonction du camp où l'on se situe (Blais & Nadeau 1992, Lineira & al. 2017). En comparaison avec la plupart des élections ordinaires, les référendums d'autodétermination se caractérisent par un engagement émotionnel de haute intensité pour l'électeur. Bien que plus d'une centaine d'entre eux aient été organisés à travers le monde depuis l'année 1945, ils ont pourtant rarement été étudiés au prisme de la sociologie électorale. Deux exceptions sont à noter : celle du Québec (voir Nadeau, Martin and Blais, 1999; Clarke, Kornberg, and Stewart, 2004) et de l'Ecosse (Lineira, Henderson & Delaney 2017). Ces études ont permis de déceler que l'identification nationale joue un rôle important dans l'orientation du choix des électeurs. Mises à part ces études, la question des référendums d'autodétermination en dehors des frontières européennes et nord-américaines a été largement négligée. Cet état de fait pourrait éventuellement poser problème puisque les mécanismes et les concepts ayant montré leur

efficacité dans les démocraties occidentales ne sauraient être aisément transférables au-delà de ce contexte, comme le suggère la littérature en matière de culture politique.

Le référendum d'autodétermination du 4 novembre 2018 qui s'est tenu en Nouvelle-Calédonie était donc l'occasion d'étudier si les éléments actuels d'explications du comportement électoral dans ce type de consultation fonctionnent avec le contexte politique et culturel propre aux îles du Pacifique et avec celui de la décolonisation. Pour répondre à notre question de recherche, un sondage post-référendaire a été mené auprès de 1496 répondants en Nouvelle-Calédonie, fin 2018.

L'article est organisé ainsi : après la présentation des hypothèses (2), nous décrivons la méthodologie et les données utilisées (3). Puis, nous mettons en évidence les principaux résultats (4), avant de conclure (5).

## **2. Le comportement électoral dans le cadre des référendums d'autodétermination**

Les déterminants du comportement électoral aux cours des référendums diffèrent quelque peu de ceux propres aux élections nationales ordinaires. Parmi les différents types de consultation référendaire, les référendums d'autodétermination ont des traits distinctifs. Contrairement à des caractéristiques bien connues pour d'autres consultations, ils ne sont pas déterminés par un manque d'informations ou par un désintérêt du citoyen (Clarke, Kornberg, and Stewart, 2004 ; Nadeau, Martin and Blais, 1999). La question de l'indépendance nationale est un sujet particulièrement important pour nombre d'électeurs et présente bien souvent, des préférences très marquées. L'identification des votants, dans l'étude du comportement électoral, relève une importance considérable dans les référendums d'indépendance (Blais & Nadeau 1992, Nadeau, Martin and Blais, 1999, Liñeira, Henderson & Delaney 2017). Ces identifications peuvent relever aussi bien de l'ordre de l'ethnicité que de la nationalité apparente. Ces deux aspects peuvent indépendamment jouer un rôle dans le cadre des référendums d'indépendance et ce, tout particulièrement dans le cas d'une séparation de la colonie de l'Etat colonial.

Ainsi, nous testons les hypothèses suivantes :

*H<sub>1</sub>: Appartenir au peuple autochtone (Kanak) est associé à une probabilité supérieure de voter en faveur de l'indépendance.*

*H<sub>2</sub>: S'identifier en tant que ressortissant national (Français) est associé à une probabilité supérieure de voter contre l'indépendance.*

Les identifications partisans devraient également compter dans le cadre d'un référendum d'indépendance. Depuis les travaux précurseurs de Campbell & al. (1960), les études de sociologie électorale ont prouvé les effets de l'identification partisane sur le comportement électoral. Dans nombre de systèmes politiques où la question d'indépendance demeure un enjeu, les systèmes de partis tendent justement à se structurer, entre autres, au prisme du clivage autour de la question de l'indépendance. C'est pourquoi l'identification partisane sera particulièrement pertinente dans ce contexte.

Un référendum d'autodétermination constitue une situation d'incertitude vis à vis des conséquences du choix, et la recherche d'information est particulièrement coûteuse. Pour prévenir cette incertitude et ces coûts, les votants sont attentifs aux signaux envoyés par leur environnement. Afin de les aider dans leurs choix, les partis envoient donc des signaux à leurs sympathisants qui demeurent fiables et peu coûteux (Lupia & McCubbins 1999; Clarke, Kornberg, and Stewart, 2004 ; Hobolt 2009). Bien évidemment, ces signaux biaisent l'information puisqu'ils sont transmis au prisme du positionnement du parti et ont également pour objectif d'activer des prédispositions politiques spécifiques (Bartels 1993). Ainsi, les différentes identifications partisans devraient influencer le choix référendaire.

Nous testons les hypothèses suivantes :

*H<sub>3a</sub>: S'identifier à un parti indépendantiste est associé à une probabilité supérieure de voter en faveur de l'indépendance.*

*H<sub>3b</sub>: S'identifier à un parti non-indépendantiste est associé à une probabilité supérieure de voter contre l'indépendance.*

Dans le cadre des référendums d'indépendance, en plus des considérations identitaires, les perceptions de l'incertitude et du coût-avantage jouent également un rôle prépondérant en matière de comportement électoral. Dans la mesure où ces référendums présentent un caractère exceptionnel, les conséquences d'une potentielle indépendance dans chaque cas sont très difficilement évaluables et sujettes à des informations divergentes de la part des différents groupes politiques. De surcroît, les résultats de ce type de référendum peuvent être irréversibles. Par ailleurs, les enjeux sont capitaux : les référendums d'indépendance instaurent clairement une caractérisation du choix entre un « Oui » menant à un changement imprévisible et un « Non » assurant un prévisible *statu quo* (Bowler and Donovan 1998 ; Hobolt 2005 ; Kriesi 2005 ; Morisi 2016). Lorsque l'enjeu est l'indépendance, l'asymétrie du choix électoral lui-

même est accentuée au profit du *statu quo*. Quand l'incertitude associée à l'indépendance augmente, le potentiel risque augmente aussi. Par conséquent, en raison des réactions asymétriques aux potentielles pertes ou aux éventuels gains émanant de la théorie des perspectives (Kahneman & Tversky 1984), la probabilité de voter en faveur de l'indépendance diminue à mesure que l'incertitude augmente. Les études observationnelles (Henderson, Delaney & Liñeira, 2014) et expérimentales (Morisi 2016) ont conforté cette relation au cours du référendum sur l'indépendance de l'Ecosse. Liñeira, Henderson & Delaney (2014) soulignent que la variable certitude est la plus influente : « Si vous êtes certain des conséquences de l'indépendance, vous êtes plus aptes à voter Oui » (p.23). Morisi (2016) affirme que la réduction de l'hésitation à l'égard des conséquences de l'indépendance conduit à plus soutenir l'indépendance de l'Ecosse.

Nous testons l'hypothèse suivante :

*H4: Un degré élevé de certitude à propos de ce qu'il va se passer en cas d'indépendance est associé à une probabilité supérieure de voter en faveur de l'indépendance.*

Les effets des conséquences d'une possible indépendance sur les comportements référendaires ont été largement analysés avec des résultats mitigés, particulièrement en économie (Bélanger and Perrella, 2008 ; Blais, Martin, and Nadeau, 1995 ; Blais and Nadeau, 1992; Curtice, 2015b ; Howe, 1998 ; Mendelsohn, 2003 ; Muñoz and Tormos, 2015). Habituellement, les chercheurs distinguent les attentes d'ordre égocentriques et sociotropiques pour évaluer si les électeurs tiennent compte de leur propre situation ou de celle de l'ensemble de la société.

A ces deux niveaux, des anticipations négatives de l'impact que pourrait avoir une possible indépendance seront associées à un soutien accru pour le *statu quo*. Cependant, on s'attend à ce que les préférences politiques sur la question de l'indépendance façonnent les attentes à son égard. Les citoyens s'identifiant à un parti indépendantiste sont plus à même d'anticiper des conséquences positives de l'indépendance que des citoyens proches d'un parti non-indépendantiste. C'est pourquoi, des anticipations égotropiques et sociotropiques négatives d'une possible indépendance devraient avoir un effet défavorable significatif seulement sur les citoyens ne s'identifiant pas à un parti spécifique.



*Nous testons les hypothèses suivantes :*

*H<sub>5</sub>: L'anticipation de conséquences égotropiques négatives de l'indépendance est associée à une probabilité inférieure de voter en faveur de l'indépendance pour les répondants sans identification partisane.*

*H<sub>6</sub>: L'anticipation de conséquences sociotropiques négatives de l'indépendance est associée à une probabilité inférieure de voter en faveur de l'indépendance, pour les répondants sans identification partisane.*

Au-delà des déterminants structurels comme l'identification à l'Etat national existant, des facteurs à court terme peuvent aussi façonner le comportement électoral. Parmi eux, on peut notamment interroger de quelle manière les campagnes des deux tendances peuvent affecter le vote au cours du référendum. Comme l'a souligné Hobolt (2009), même si l'indépendance n'obtient pas la majorité, cela ne signifie pas automatiquement que la période post-référendaire se caractérisera par le *statu quo*. Par conséquent, les enjeux liés à la campagne demeurent, pour chaque camp, importants mais aussi divergents : d'une part, il est intéressant d'observer comment les citoyens perçoivent la campagne des partis indépendantistes en tenant compte de la possibilité pour la Nouvelle-Calédonie de devenir indépendante, et d'autre part, la campagne des partis non-indépendantistes en cas de refus de l'indépendance. Par ailleurs, la perception de la campagne est intrinsèquement liée à l'identification partisane, révélant ainsi son caractère endogène. Nous nous attendons donc à ce que la perception de la campagne ne soit significative uniquement pour les répondants sans identification partisane.

Nous testons l'hypothèse suivante :

*H<sub>7</sub>: Lorsque la campagne indépendantiste est mieux perçue que celle des non-indépendantistes, la probabilité de voter en faveur de l'indépendance est supérieure parmi les répondants sans identification partisane.*

### **3. Données et méthodologie**

Nous avons mené une enquête post-électorale afin de mesurer les effets sur le vote de l'identification ethnique, l'identification à l'Etat national existant, des identifications partisanses et des attentes en matière de coût-avantage, ainsi que des caractéristiques sociodémographiques au cours du premier référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie en 2018.

Le sondage a été mené l'institut *Quid Novi*, un organisme local, entre le 6 novembre et le 20 décembre 2018. Les répondants ont été contactés par téléphone. Comme la plupart des sondages menés en France, l'échantillonnage a été constitué selon la méthode des quotas (Gschwend 2005).

Compte tenu des spécificités liées à la Nouvelle-Calédonie, la méthode des quotas s'est basée sur 6 critères, à savoir : l'âge, le genre, l'emploi, la communauté d'appartenance, la commune de résidence (en tenant compte du quartier au sein de la métropole nouméenne) et le type de résidence, stratifiée en 6 zones de résidence. L'échantillon se rapproche de la population en matière de statistique démographique. L'échantillon total est constitué de 1496 répondants.

Etant donné que l'ensemble des citoyens français n'est pas autorisé à voter à ce référendum en Nouvelle-Calédonie, nous avons utilisé dans nos analyses un sous-échantillon composé uniquement de citoyens en capacité de voter. Le sous-échantillon est composé de 1304 répondants.

**Tableau 1: Variables et codage.**

Variable	Codage
Age	De 18 à 89 ans
Genre	Homme, Femme
Niveau d'éducation	1 = non-scolarisé/primaire/collège 2 = niveau certificat d'aptitude professionnelle (CAP) ou brevet d'études professionnelles (BEP) 3 = niveau baccalauréat 4 = niveau enseignement supérieur
Revenus	0 = moins de 250 000 francs cfp 1 = plus de 250 000 francs cfp et moins de 450 000 francs cfp 2 = plus de 450 000 francs cfp
Zone de résidence	0 = Nouméa et agglomérations 1 = Îles Loyautés 2 = Grande Terre
Vote extra-résidentiel	0 = Votant dans la commune de résidence 1 = Votant hors de la commune de résidence



Variable	Codage
Religion	0 = Protestant 1 = Catholique 3 = Autres religions 4 = Pas de religion
Comportement électoral	0 = oui à l'indépendance 1 = non à l'indépendance 2 = abstention, blanc ou nul
Sentiment d'appartenance à la communauté Kanak	0 = non-Kanak 1 = Kanak de statut coutumier 2 = Kanak de statut civil commun
Sentiment d'appartenance à la communauté calédonienne	0 = non-Calédonien 1 = Calédonien
Sentiment d'appartenance à la communauté asiatique	0 = non-Asiatique 1 = Asiatique
Sentiment d'appartenance à la communauté Océanienne	0 = non-Océanien 1 = Océanien
Sentiment d'appartenance à une autre communauté	0 = aucune autre communauté 1 = une autre communauté
Sentiment d'appartenance à plusieurs communautés	0 = une communauté 1 = plusieurs communautés
Identification à l'Etat national actuel (France)	0 = pas ou faiblement 1 = modérément 2 = fortement / très fortement
Identification partisane	0 = pas d'identification partisane 1 = parti indépendantiste

Variable	Codage
	2 = parti non-indépendantiste
Incertitude	De 0 (pas du tout certain) à 10 (extrêmement certain)
Préoccupation d'ordre égotropique concernant l'indépendance	0 = la situation sera meilleure 1 = la situation sera identique 2= la situation sera pire
Préoccupation d'ordre sociotropique concernant l'indépendance	0 = la situation sera meilleure 1 = la situation sera identique 2= la situation sera pire
Perception de la campagne indépendantiste	De 0 (bien plus inquiétante) à 4 (bien plus rassurante)

La variable dépendante est caractérisée par le vote déclaré au référendum du 4 novembre 2018 en Nouvelle-Calédonie. Elle est codée '0' si le répondant déclare avoir voté pour l'indépendance, '1' si le répondant a voté contre l'indépendance et '2' si le répondant a voté blanc, nul ou s'il s'est abstenu. En ce qui concerne les variables indépendantes, afin de mesurer à quel degré le répondant se sent appartenir à l'Etat national existant, une échelle a été définie de '1' (pas du tout) à '5' (très fortement) et synthétisée en une variable trichotomique : elle peut être de '0' (pas du tout ou faiblement), de '1' (modérément) ou de '2' (fortement ou très fortement).

Pour l'identification partisane, du fait qu'il y ait plusieurs partis en Nouvelle-Calédonie, nous avons construit une variable polytomique à trois valeurs : '0' pour les répondant sans identification partisane, '1' pour ceux s'identifiant à un parti indépendantiste et '2' pour ceux proches d'un parti non-indépendantiste.

La certitude a été mesurée en demandant aux répondants, sur une échelle allant de '0' (pas du tout) à '10' (parfaitement) à quel point ils étaient certains de ce qu'il serait arrivé à la Nouvelle-Calédonie si elle était devenue indépendante.

Puis, nous avons inclus des considérations de type égotropiques dans l'optique de demander aux répondants si leur situation personnelle serait meilleure, identique ou pire si la Nouvelle-Calédonie devenait indépendante.

Nous avons également ajouté des considérations de type sociotropiques en demandant aux participants si la situation de la Nouvelle-Calédonie serait meilleure, la même, ou pire dans le cas où l'archipel devienne indépendant.

Notre base de données contient également un nombre de variables démographiques standards (Tableau 2), incluant l'âge, le genre, et le niveau d'éducation. Elle inclut également une variable indiquant si les répondants se sentent appartenir ou non à une ou plusieurs communautés en utilisant la question posée lors du dernier recensement disponible en Nouvelle-Calédonie à cette date.

**Tableau 2: Statistiques descriptives de l'échantillon des répondants en capacité de voter au référendum de 2020.**

	Pourcentage des répondants
<b>Genre</b>	
Femme	50%
<b>Ethnicité</b>	
Kanak	43%
Européen	18%
Autres (Océaniens, Asiatiques, métis...)	26%
Calédonien	12%
<b>Age</b>	
18-29 ans	26%
30-39 ans	21%
40-49 ans	20%
50-59 ans	15%
Plus de 60 ans	18%
<b>Niveau d'éducation</b>	
Non-scolarisé/primaire/collège	28%

	Pourcentage des répondants
Niveau certificat d'aptitude professionnelle (CAP) ou brevet d'études professionnelles (BEP)	23%
Niveau baccalauréat	25%
Niveau enseignement supérieur	24%

#### 4. Résultats

Etant donné que la variable dépendante est une variable polytomique, nous avons donc employé une régression logistique multinomiale. Nous avons construit à cet effet quatre modèles. Le modèle 1 inclut toutes les variables sociodémographiques comme, par exemple, l'origine ethnique, pour l'ensemble du sous-échantillon.

Les modèles 2 et 3 sont identiques mais uniquement en ce qui concerne les répondants non-Kanak d'une part, et les répondants Kanak d'autre part. Au-delà des variables sociodémographiques, le Modèle 4 inclut pour l'ensemble du sous-échantillon les variables politiques requises pour tester nos hypothèses.

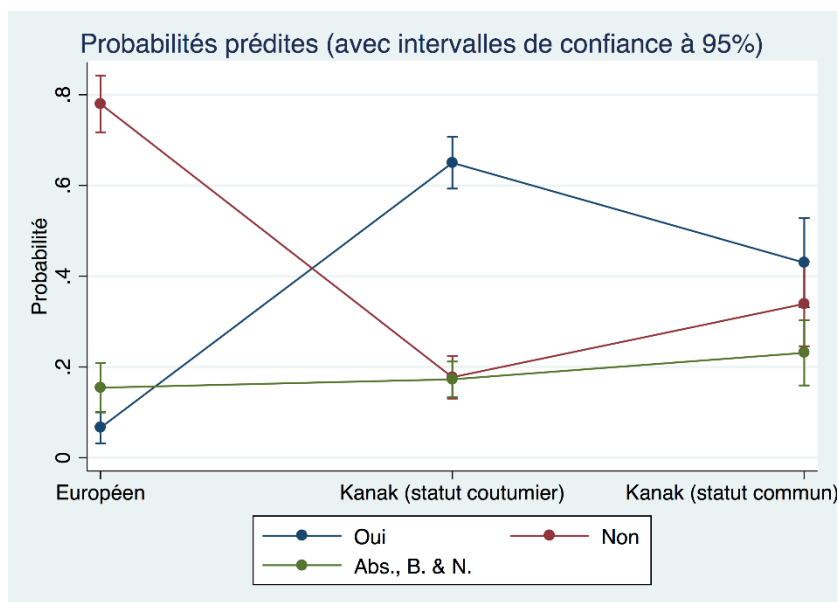
##### 4.1 Les facteurs sociodémographiques

Tout d'abord, les résultats du modèle 1 incluant uniquement les variables sociodémographiques pour l'ensemble de l'échantillon des électeurs inscrits indiquent, toutes choses égales par ailleurs, qu'appartenir à la communauté Kanak augmente fortement la probabilité de voter en faveur de l'indépendance.

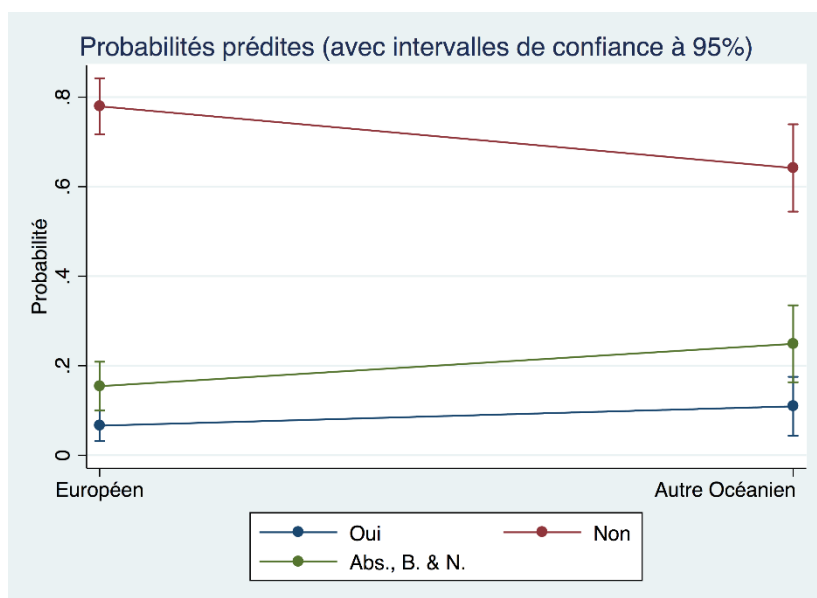
Telle que représentée sur la Figure 1, la tendance à voter en faveur de l'indépendance est la plus forte chez les Kanak de statut civil coutumier, avec 65% (18 % pour le Non), et la plus faible chez les Européens avec 7% (78 % pour le Non). Les probabilités de voter pour ou contre l'indépendance sont respectivement de 43 % et 34 % pour les Kanak de droit commun. Les résultats obtenus, bien que soulignant l'importance du statut civil dans le comportement électoral, confirment fortement notre première hypothèse (H<sub>1</sub>). Pour les autres communautés, le seul autre effet statistiquement significatif, en comparaison avec les répondants issus de la communauté européenne, est la faible probabilité moyenne, parmi les répondants issus de la

communauté Océanienne, de voter « Non » (64%). Leur probabilité moyenne de voter « Oui » est de 11% et de s'abstenir, de 25%.

*Figure 1: Effet sur le vote en fonction de la communauté d'appartenance.*



*Figure 2. Effets sur le vote des répondants Océaniens (par comparaison aux répondants Européens).*



La forte tendance des Kanak à voter pour l'indépendance était attendue. Pour autant, son degré reste moindre en comparaison des estimations faites par d'autres chercheurs. En se référant, par exemple, à la proportion de vote dans chaque municipalité, ainsi qu'à la proportion des Kanak par municipalité au regard du recensement de 2014, J. Fourquet et S. Manternach ont souligné « *une corrélation presque parfaite entre la proportion de Kanak recensés et le résultat du Oui* » (p.2) ce qui indique que la « *la population mélanésienne (Kanak) a voté presque unanimement pour le Oui* » (p.3). Par conséquent, notre étude est-elle biaisée ?

Les analyses écologiques mentionnées précédemment se basent sur le vote exprimé et sur le pourcentage de Kanak à l'échelle municipale au regard du recensement de 2014. Pour échapper au problème classique de l'erreur liée à l'analyse écologique, et afin d'étudier rigoureusement la relation entre l'origine ethnique et le comportement électoral, les analyses doivent également inclure les électeurs inscrits qui choisissent de ne pas voter (abstention) ou qui ne votent ni pour le « Oui » ni pour le « Non » (blancs ou nul).

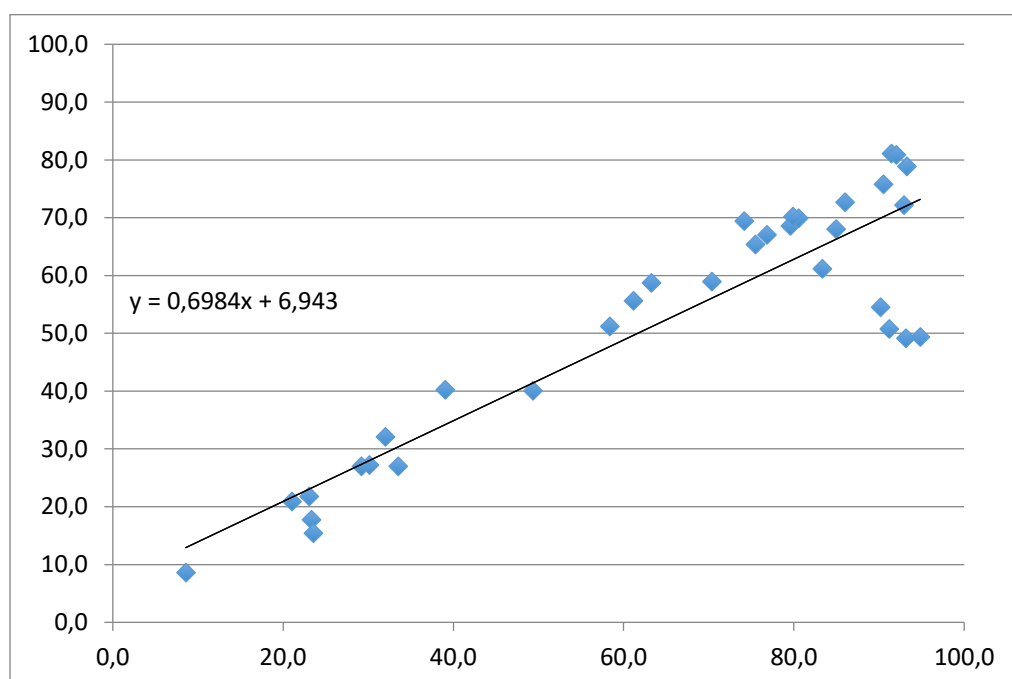
De plus, l'ensemble des habitants n'est pas forcément autorisé à voter au cours de ce référendum ce qui fait de l'utilisation de cette donnée une entreprise vaine. Utiliser le pourcentage des électeurs inscrits de statut civil coutumier par municipalité constitue un outil d'analyse plus rigoureux que celui du critère lié à l'identification de la population Kanak. Du fait que des Kanak ne soient pas de statut civil coutumier, notre outil constitue un élément de mesure qui peut sous-estimer le pourcentage de Kanak et donc augmenter la corrélation avec le vote pour le « Oui ». De plus, il est important de souligner que cette approximation est directement comparable avec les résultats obtenus dans la Figure 1.

La figure 3 montre le pourcentage du vote pour le « Oui » parmi les électeurs inscrits par municipalité au regard du pourcentage d'électeurs inscrits de statut civil coutumier. Celle-ci met en évidence également la ligne de régression bi-variée. Il apparaît immédiatement que la corrélation n'est pas parfaite entre le fait de voter « Oui » et d'être de statut civil coutumier. Le coefficient de régression est de 0,7 ce qui signifie qu'une augmentation de 10 points des électeurs inscrits de statut civil coutumier dans une commune est associée à une augmentation de 7 points du vote pour le « Oui » parmi les électeurs inscrits dans une commune.

Les intervalles de confiance des analyses écologiques et individuelles confirment que les résultats ne sont statistiquement pas différents. Par conséquent, les résultats des analyses des comportements de vote agrégés et des comportements référendaires individuels déclarés et collectés par l'enquête sont concordants. Les résultats de notre étude sont confortés par des données comportementales externes répondant ainsi aux critères de validité externe.



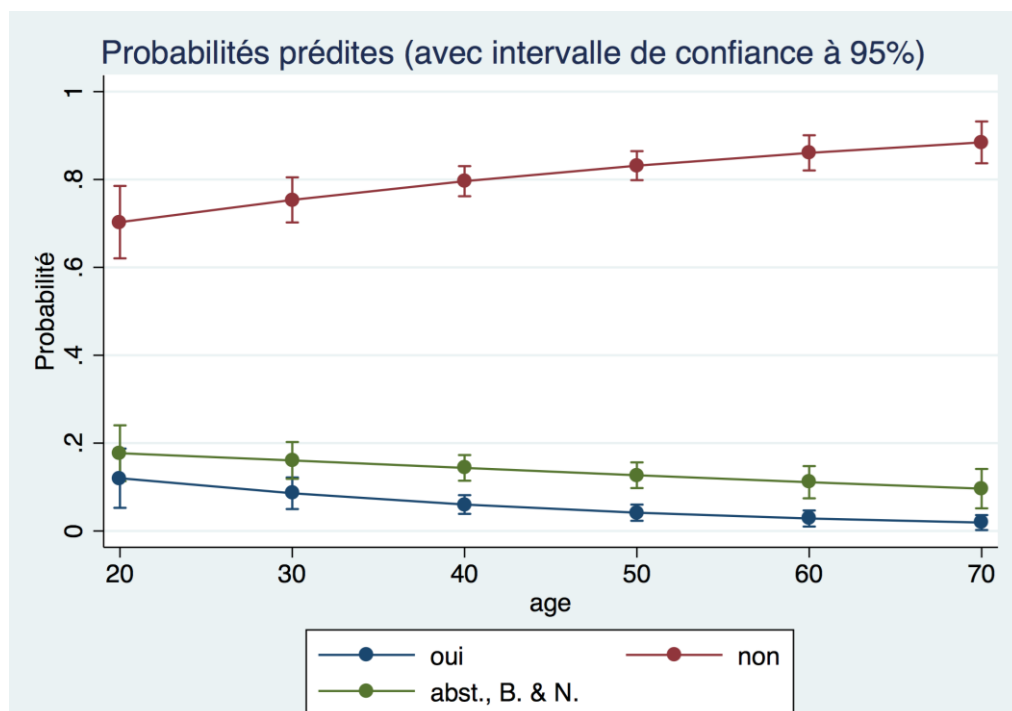
**Figure 3. Proportion du vote en faveur du « Oui » parmi les électeurs inscrits selon la proportion d'électeurs inscrits de statut civil coutumier à l'échelle municipale.**



Dans l'optique d'analyser plus en détail la logique sociodémographique et le comportement électoral, les Modèles 2 et 3 n'incluent que les variables sociodémographiques, d'abord seulement en ce qui concerne l'échantillon d'inscrits n'appartenant pas à la population Kanak, puis uniquement pour l'échantillon d'inscrits appartenant à la population Kanak.

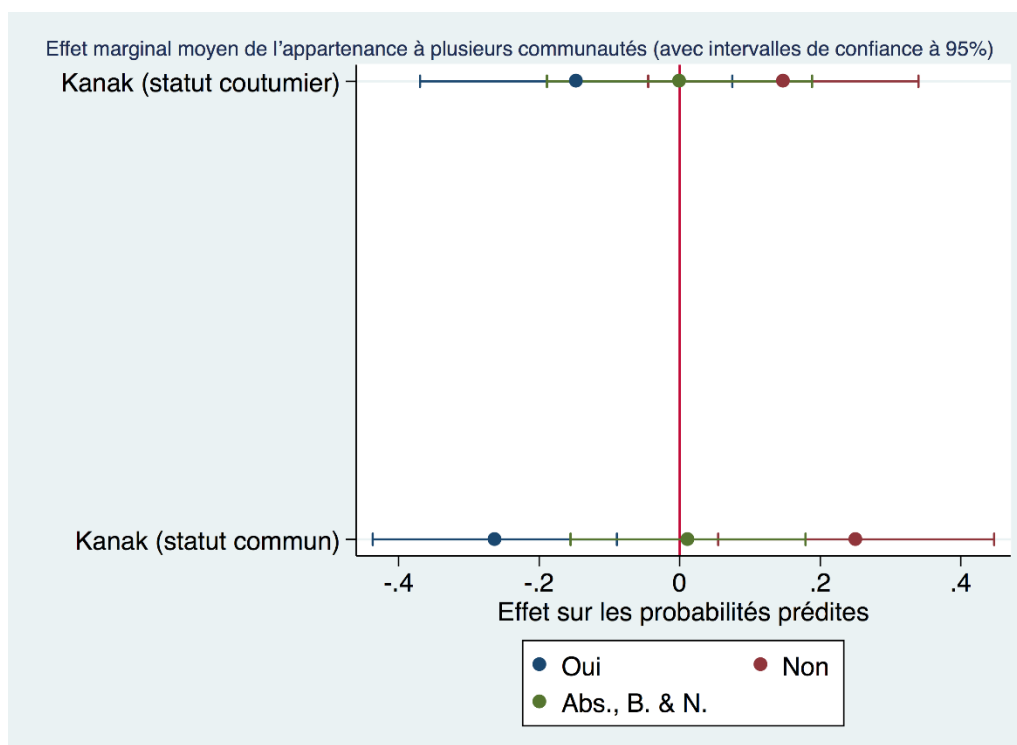
Les résultats du Modèle 2 (Figure 4) montrent que, pour les non-Kanak, la probabilité de voter « Non » est forte (plus de 70 %). Pour autant, quand les non-Kanak sont plus jeunes, ils votent légèrement moins pour le « Non » (73 % à 20 ans) que leurs aînés (86 % à 70 ans). En même temps, ils votent plus en faveur du « Oui » (11 % à 20 ans) que leurs aînés (2 % à 70 ans).

Figure 4 : Effet de l'âge sur le vote des non-Kanak.



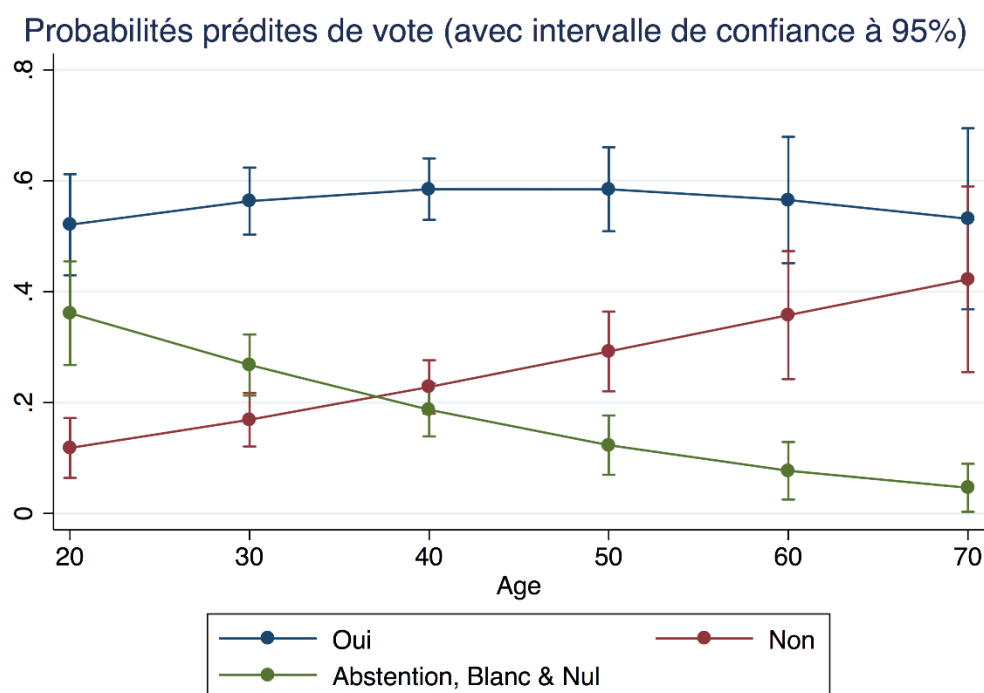
Nous nous focalisons maintenant sur le Modèle 3 consacré spécifiquement aux répondants appartenant à la communauté Kanak. Tout d'abord, nous évaluons les effets de l'appartenance à plusieurs communautés (Figure 5). Il y a un effet statistiquement significatif uniquement parmi les répondants Kanak de statut civil coutumier : en moyenne, la probabilité de voter « Oui » et « Non » diminue respectivement de 26 points et augmente de 25 points lorsqu'ils se déclarent appartenir à au moins une autre communauté.

**Figure 5. Effet marginal moyen de l'appartenance à plusieurs communautés parmi les répondants Kanak.**



Dans la Figure 6, nous nous concentrons sur les effets de l'âge sur le vote des femmes Kanak. Les résultats montrent que les plus jeunes d'entre elles ont moins tendance à voter Non (12 % à 20 ans) en comparaison avec leurs aînées (plus de 42 % à 70 ans). Inversement, les plus jeunes d'entre elles sont plus susceptibles de s'abstenir que leurs aînées : 37 % à 20 ans contre 5 % à 70 ans.

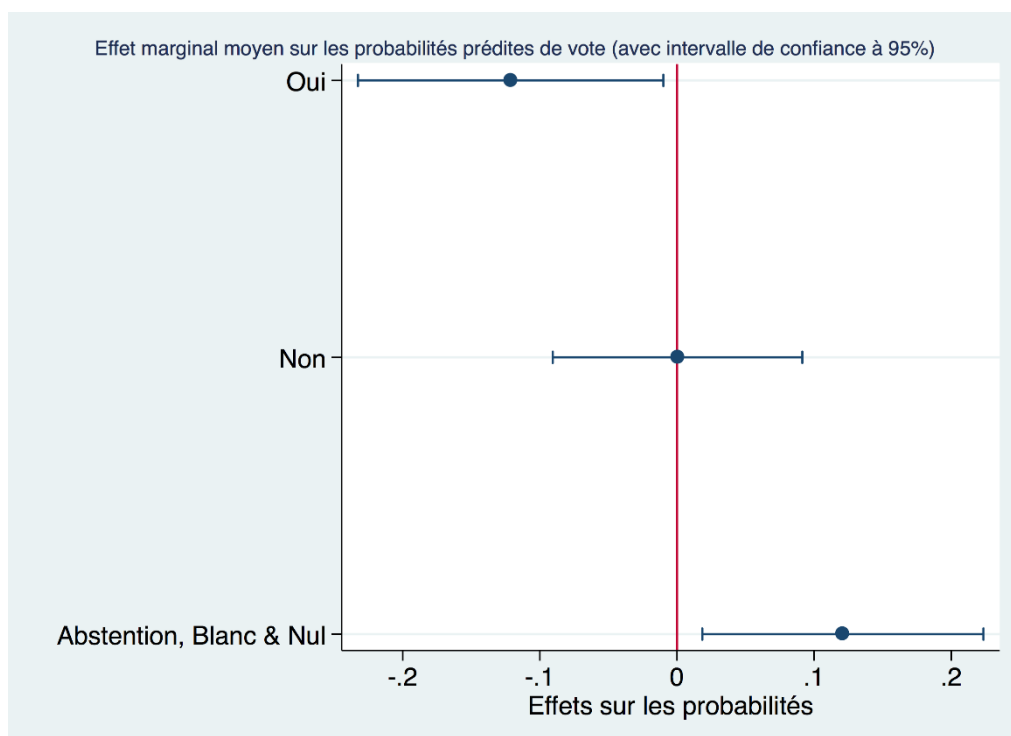
**Figure 6. Effet de l'âge sur le vote parmi les femmes Kanak.**



Beaucoup de Kanak votent dans leur municipalité d'origine (la plupart du temps il s'agit de celle de leur tribu de filiation) même s'ils résident et travaillent ailleurs. En effet, plusieurs milliers de Kanak originaires de la province Nord et de la province des Îles Loyautés résident et travaillent sur le Grand Nouméa mais continuent de voter dans leur province d'origine.

Nous essayons donc d'évaluer si ce phénomène a un impact sur leur vote. Les résultats de la Figure 7 montrent que le fait de résider dans un lieu différent de sa commune d'inscription augmente de 11 points la probabilité de s'abstenir, en comparaison avec les Kanak vivant et votant au même endroit. L'effet induit d'une plus forte probabilité à s'abstenir est nul en ce qui concerne le vote pour le « Non ». Par conséquent, il impacte entièrement la probabilité de voter en faveur du « Oui ».

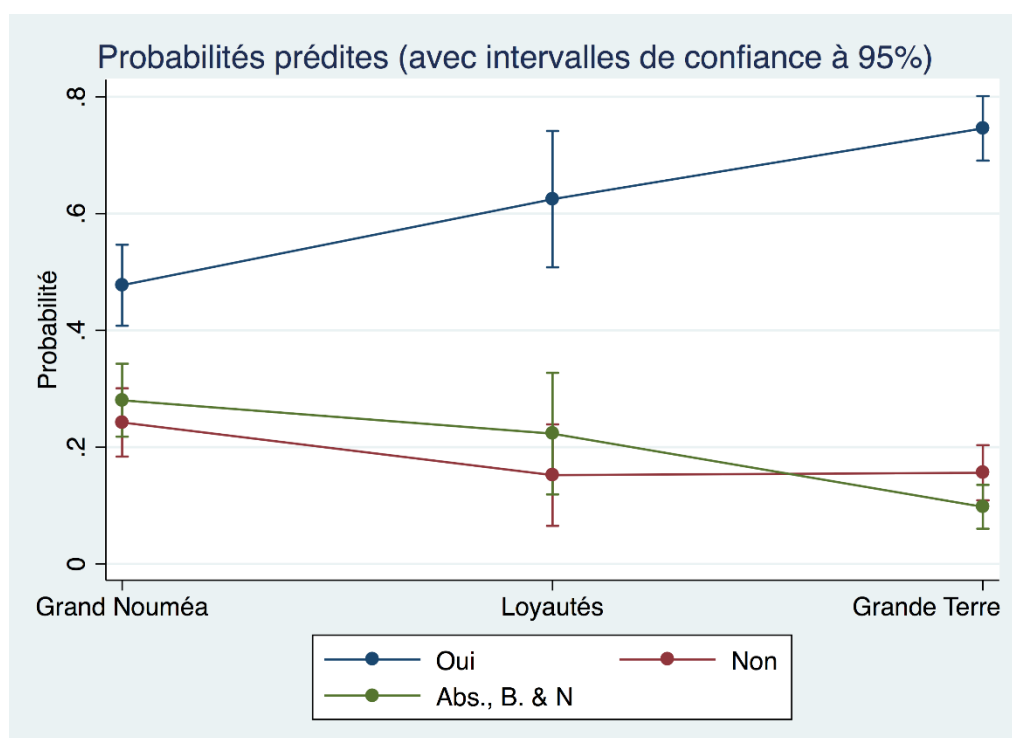
**Figure 7. Effet marginal moyen de l'inscription électorale hors du lieu de résidence sur le vote des répondants Kanak.**



Bien que l'éloignement des bureaux de vote puisse, en grande partie, expliquer l'abstention parmi les votants Kanak, les estimations concernant les Kanak votant dans leur lieu de résidence montrent que cette singularité relève plus d'un phénomène urbain.

La Figure 8 indique que pour les Kanak votant dans leur lieu de résidence, c'est dans l'agglomération de Nouméa que la probabilité qu'ils ont de voter « Oui » est la plus faible (48 % contre 75 % sur le reste de la Grande Terre) et la probabilité de voter « Non » (24 % contre plus de 15 % partout ailleurs sur la Grande Terre) ou encore de s'abstenir (28 % contre 10 % sur le reste de la Grande Terre), la plus élevée. Lorsque les effets de l'inscription électorale hors lieu de résidence sont contrôlés, les électeurs des Îles Loyautés présentent des comportements référendaires à mi-chemin de ceux des électeurs de la Grande Terre et des électeurs urbains, avec une probabilité moyenne de voter « Oui » qui s'élève à 62 %, de voter « Non » à 15 % et de s'abstenir à 22 %.

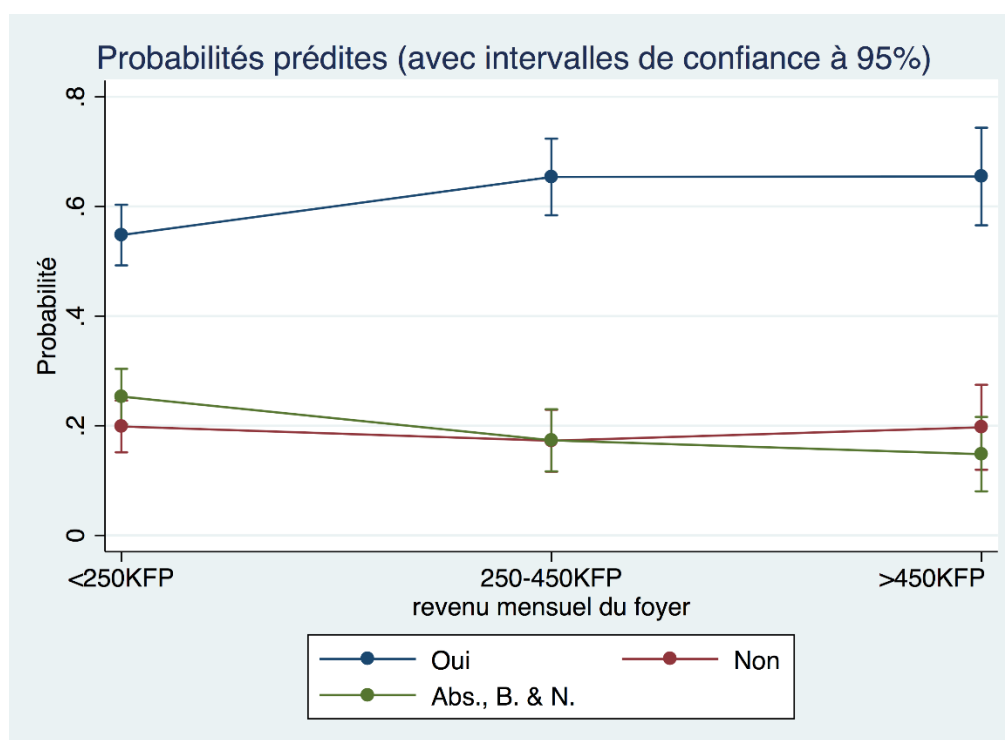
**Figure 8. Les effets du lieu de résidence sur le vote parmi les répondants Kanak inscrits sur leur lieu de résidence.**



Parmi les répondants Kanak, la Figure 9 indique qu'un revenu élevé est corrélé à une forte probabilité de voter « Oui ». En effet, lorsqu'ils perçoivent moins de 250 000 francs CFP, leur probabilité de voter « Oui » s'élève à 55 % alors que ce taux atteint les 65 % lorsqu'ils perçoivent un revenu supérieur à 250 000 francs CFP. Ce résultat s'avère très intéressant puisqu'en général, c'est le phénomène inverse qui est attendu. Les études sur les référendums d'indépendance au Québec ou en Ecosse montrent que les répondants les plus aisés sont plus opposés à l'indépendance. En Nouvelle-Calédonie, beaucoup estiment que : s'opposent à l'indépendance ceux qui ont quelque chose à y perdre. En effet, il est également communément admis que plus les Kanak gagnent de l'argent, plus ils sont concernés par une éventuelle fin du transfert des flux financiers émanant de l'Etat, et donc *in fine*, plus ils auraient peur de l'indépendance. Un mécanisme causal différent semble se dessiner dans le contexte calédonien : plus les citoyens Kanak sont insérés dans la société, moins ils ont de probabilité de s'abstenir (15 % contre 25%) et plus la probabilité pour eux de vouloir prendre en charge leur propre destin augmente.



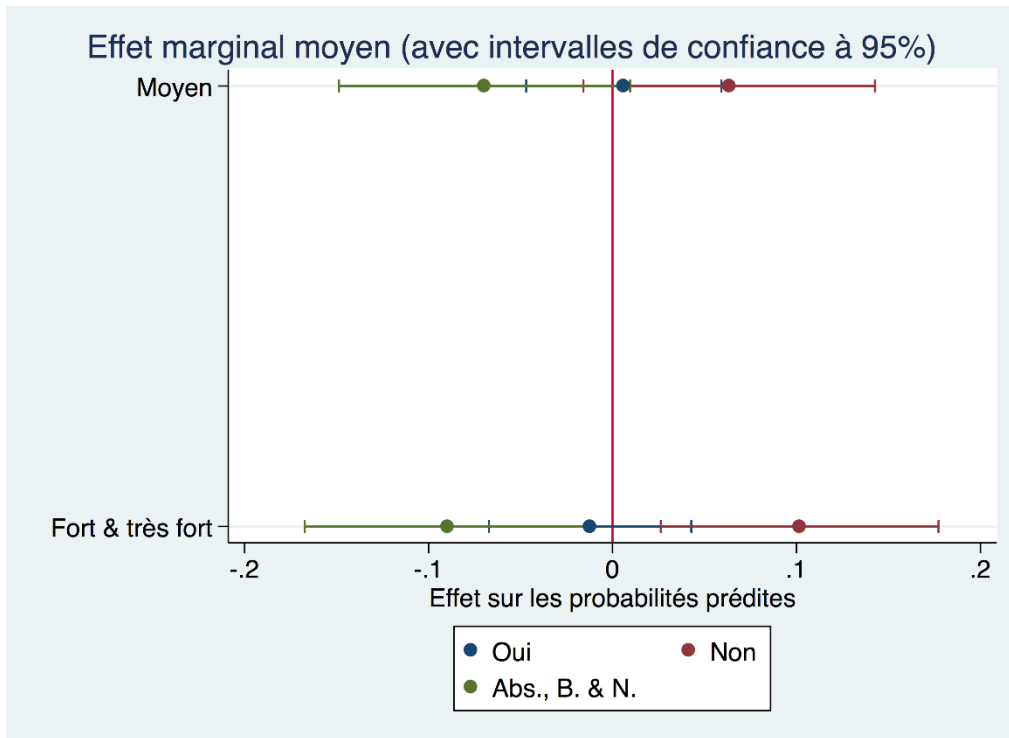
**Figure 9. Effet du revenu sur le vote parmi les répondants Kanak.**



#### 4.2 Les facteurs politiques.

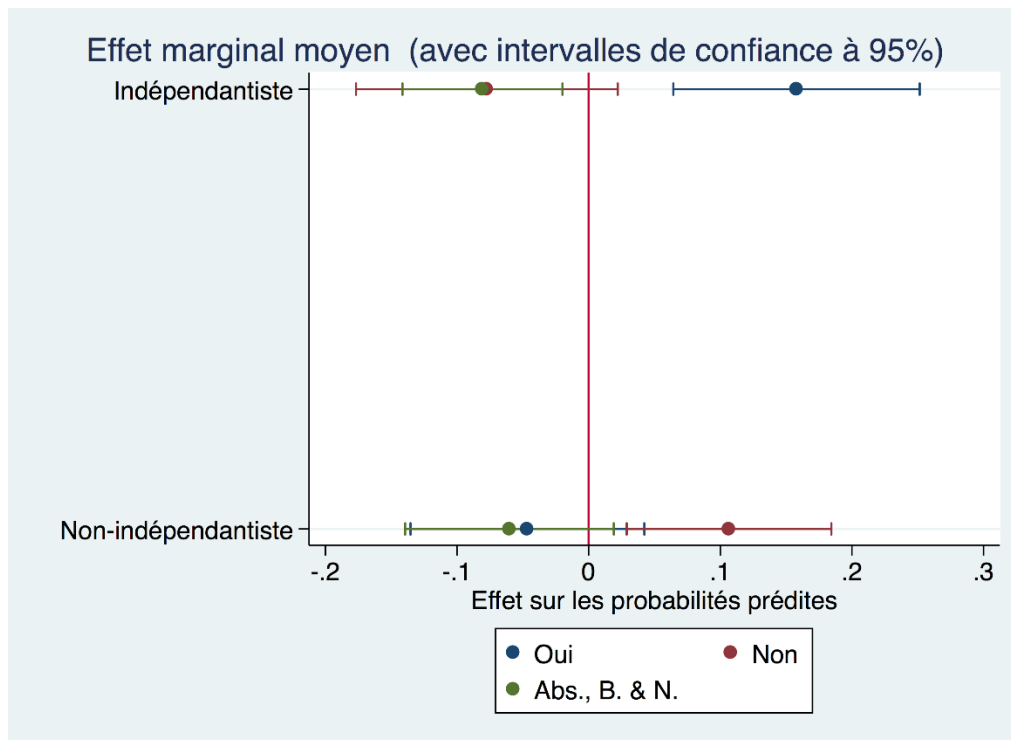
Le modèle 4 comprend des variables sociodémographiques et politiques pour l'ensemble du sous-échantillon d'électeurs disposant du droit de vote à ce référendum. Toutes choses égales par ailleurs, lorsque les répondants s'identifient fortement ou très fortement en tant que citoyen français, la probabilité de s'abstenir décroît de 9 points et la probabilité de voter "Non" accroît de 10 points. Comme nous nous y attendions au regard de l'Hypothèse H<sub>2</sub>, l'identification nationale constitue un outil puissant de mobilisation contre l'indépendance.

*Figure 10. Effet marginal moyen de l'identification française des répondants.*



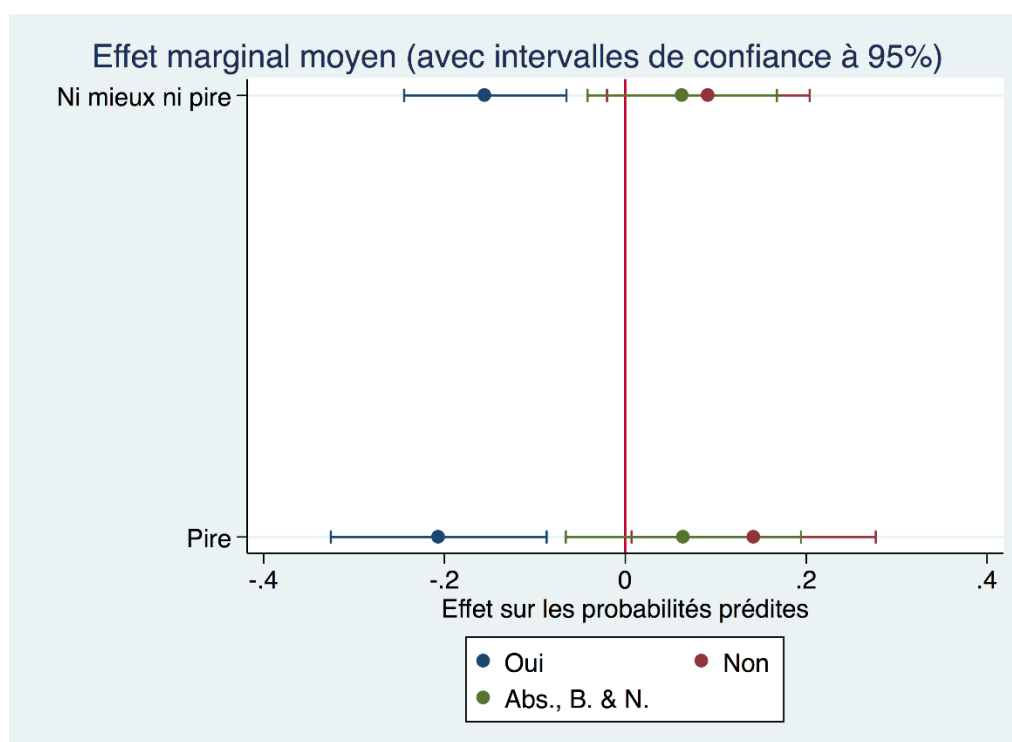
Comme escompté, l'identification partisane a également un impact sur le comportement électoral (Figure 11). Selon les hypothèses  $H_{3a}$  and  $H_{3b}$ , lorsque les répondants s'identifient fortement à des partis politiques indépendantistes, toutes choses étant égales par ailleurs, la probabilité de voter pour l'indépendance augmente de 16 points par rapport aux répondants sans identification partisane. En ce qui concerne les répondants proches de partis non-indépendantistes, la probabilité de voter « Non » augmente de 11 points.

*Figure 11. Effet marginal moyen de l'identification partisane des répondants.*



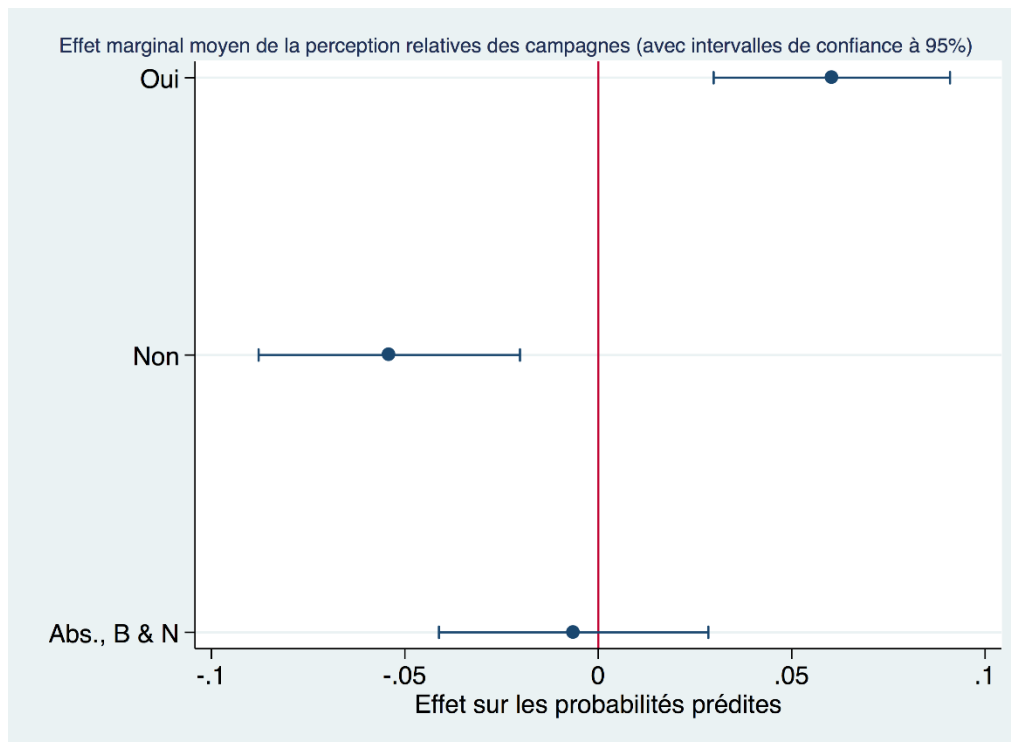
Parmi les répondants sans identification partisane, les attentes sociotropiques des effets de l'indépendance ont un impact significatif (Figure 12). En comparaison avec les répondants qui pensent que la situation en Nouvelle-Calédonie après l'indépendance sera meilleure, les répondants qui estiment que la situation en Nouvelle-Calédonie après l'indépendance sera la même ou pire sont moins enclins à voter « Oui », respectivement de 15 et 21 points en moyenne. Contrairement à l'hypothèses H<sub>5</sub> en rapports aux attentes égotropiques, l'hypothèse H<sub>6</sub> est appuyée par des données probantes.

*Figure 12. Effet marginal moyen des attentes sociotropiques vis-à-vis de l'indépendance parmi les répondants sans identification partisane.*



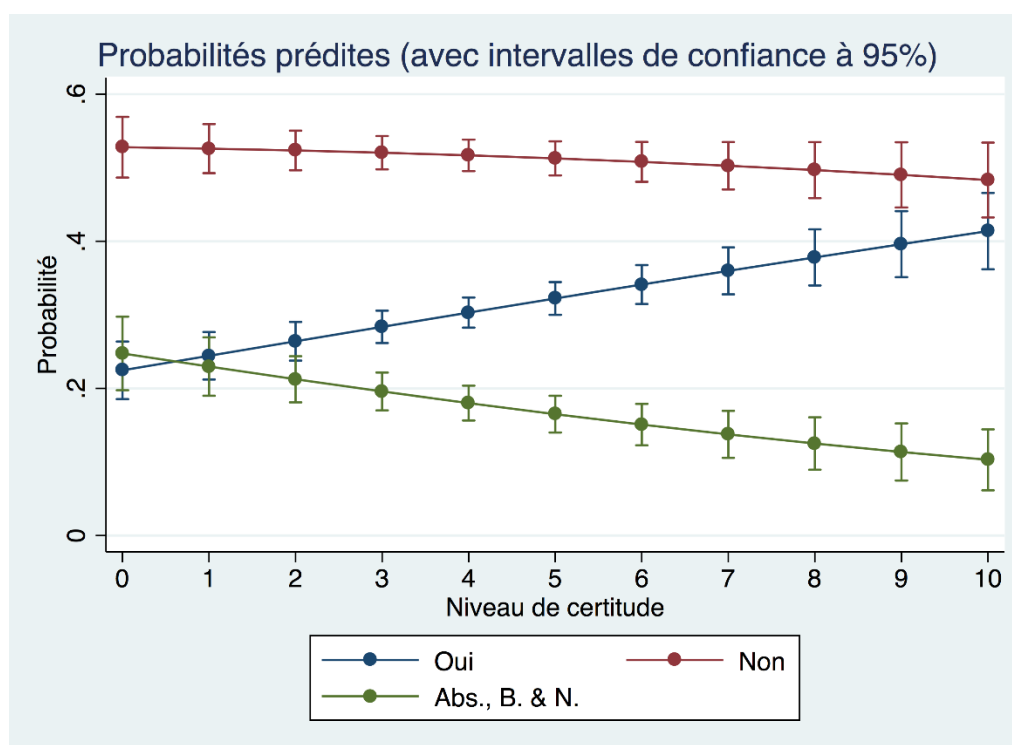
Au-delà des déterminants à long terme, les caractéristiques des campagnes référendaires représentent un facteur à court terme qui peut influencer sur le comportement électoral. Parmi les répondants sans identification partisane, lorsque la campagne des indépendantistes est perçue comme plus rassurante que celle des non-indépendantistes, un vote pour le « Oui » est plus probable (Figure 13). L'effet est loin d'être négligeable puisqu'une augmentation d'un point en faveur de la campagne indépendantiste sur une échelle de 1 à 5, est associée à un accroissement de la probabilité de voter « Oui » de 6 points et réduit la probabilité de voter « Non » de 6 points.

**Figure 13. Effet marginal moyen de la perception relative de la campagne indépendantiste parmi les répondants sans identification partisane.**



Enfin, comme il a été observé lors du référendum en Ecosse, le niveau de certitude concernant ce qu'il se passera après l'indépendance est fortement associé à la probabilité de voter « Oui ». Lorsque la certitude augmente de 0 à 10, un vote en faveur du « Oui » est plus probable (de 22 % à 43 %) et l'abstention quant à elle sera moins probable (de 25 % à 10%). Les résultats concordent donc avec l'hypothèse H<sub>4</sub>.

Figure 14. Effet de la perception de l'incertitude associée à l'indépendance



## 5. Éléments de conclusion.

Dans cet article, nous avons analysé plusieurs facteurs associés au comportement référendaire lors du référendum sur l'indépendance en Nouvelle-Calédonie en 2018. Tous ces éléments peuvent aussi nous éclairer sur les résultats des autres référendums calédoniens. Parmi les caractéristiques individuelles, certains résultats confirment ce qui été attendu, en les précisant. La communauté d'appartenance a un effet sur le comportement de vote. Concernant la population Kanak, un résultat majeur est observable concernant ce premier référendum d'autodétermination. En effet, ce sont les Kanak de statut coutumier qui ont le plus favorablement voté à la pleine souveraineté. Les Kanak de droit commun se sont plus abstenus. Il faut souligner qu'en 2018, moins de deux-tiers des électeurs inscrits appartenant à la communauté Kanak ont voté « Oui » et que la mobilisation pro-indépendantiste en leur sein était loin d'être maximale. On notera également que les autres Océaniens ont moins voté « Non » que les Européens, leur participation au vote est également moindre. Concernant le lieu de résidence, il est utile de souligner l'effet négatif sur la participation quand l'individu n'est pas inscrit sur son lieu de résidence. Le système de bureau de vote délocalisé instauré à Nouméa



pour les électeurs îliens apparaît de ce point de vue pertinent pour corriger l'effet de la mal-inscription.

Par ailleurs, comme cela est observé ailleurs dans le monde le milieu urbain est plus propice à la non-participation. Traditionnellement, le contrôle social est moindre en zone urbaine : dans les petits villages, ceux qui n'ont pas participé au vote sont plus aisément identifiés, comparativement au milieu urbain, ce qui a un effet incitatif à la participation aux différentes élections.

Les résultats selon l'âge sont également intéressants : globalement, plus les individus sont jeunes, plus ils votent pour l'indépendance. Les moins âgés sont aussi ceux qui s'abstiennent plus.

Cependant, un des résultats ne correspond pas à ce qui était escompté : plus les individus Kanak ont des revenus élevés, plus ils votent favorablement à l'indépendance. Dans les autres consultations, c'est le contraire qui a été observé. Il serait intéressant d'étudier plus précisément en quoi les facteurs explicatifs dans d'autres contextes politiques ne se vérifient pas pour la population Kanak.

Parmi les facteurs politiques, les résultats confirment l'importance de l'identification nationale : plus les individus s'identifient à la nation française, plus ils votent « Non ». Plus précisément, c'est la population autochtone qui a ce sentiment d'appartenance le moins élevé, comparativement aux autres populations. Par ailleurs, l'incertitude liée au projet d'indépendance favorise un vote négatif. Autrement dit, quelques soient les conséquences envisagées en cas de pleine souveraineté, plus les individus sont sûrs de ce qui va se passer, plus ils votent « Oui », ce qui met en évidence l'importance de la campagne électorale pour accentuer ou dissiper les doutes sur les étapes d'une éventuelle transition vers l'indépendance.

Enfin, notre enquête a mis en évidence le fait qu'un quart de la population calédonienne n'est ni favorable, ni défavorable à l'indépendance. Etudier précisément cette partie décisive de la population calédonienne pour son avenir institutionnel ainsi que ses aspirations liées à la vie quotidienne constitue un agenda de recherche prometteur.

## Bibliographie

Bartels, L. M. (1993). Messages Delivered: The Political Impact of Media Exposure, *American Political Science Review* 87: 267–285.

Blais, A., Martin, P., and Nadeau, R. (1995) Attentes économiques et linguistiques et appui à la souveraineté du Québec: Une analyse prospective et comparative. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*. Vol. 28(4), pp. 637–57.

Blais, A. and Nadeau, R. (1992) To Be or Not to Be Sovereignist: Quebeckers' Perennial Dilemma. *Canadian Public Policy/Analyse de Politiques*. Vol. 18(1), pp. 89–103.

Brambor, T., Clark, W. R., & Golder, M. (2006). Understanding interaction models: Improving empirical analyses. *Political analysis*, 14(1), 63-82.

Clarke, H. D., and A. Kornberg. (1994). The Politics and Economics of Constitutional Choice: Voting in Canada's 1992 National Referendum, *The Journal of Politics* 56(4): 940–962.

Clarke H. D., Kornberg A., and Stewart, M.C. (2004). Referendum Voting as Political Choice: The Case of Quebec. *British Journal of Political Science*, 34(02), 345 – 355.

Gschwend, T. (2005). Analyzing Quota Sample Data and the Peer-review Process. *French Politics*. 3(1), 88-91.

Henderson, A., Delaney, L., and Liñeira, R. (2014) Risk and Attitudes to Constitutional Change. Available at: <http://www.centreonconstitutionalchange.ac.uk/publications/>

Henderson, A., Jeffery, C., and Liñeira, R. (2015) National Identity or National Interest? Scottish, English and Welsh Attitudes to the Constitutional Debate. *Political Quarterly*, Vol. 86(2), pp. 265–74.

Hobolt, S. (2009) *Europe in Question. Referendums on European Integration*. Oxford: Oxford University Press.

LeDuc, L. (2002) Opinion Change and Voting Behaviour in Referendums. *European Journal of Political Research*. Vol. 41(6), pp. 711–32.

Liñeira, R., Henderson A., Delaney, L. (2017) Public Opinion and the Issues, *in* Michael Keating (ed.), *Debating Scotland*, Oxford University Press.

Martin, P. (1994) Générations politiques, rationalité économique et appui à la souveraineté au Québec. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*. Vol. 27(2), pp. 345–59.

Nadeau, R., Martin P., and Blais, A. (1999) Attitude towards Risk-Taking and Individual Choice in the Quebec Referendum on Sovereignty, *British Journal of Political Science*, Vol. 29, No. 3, pp. 523-539.

## PRÉSENTATION DU LARJE (EA 3329)

Le Laboratoire de Recherches Économique et Juridique est le principal centre de recherche calédonien se concentrant sur le droit et l'environnement humain, économique et social insulaire. Le processus d'émancipation progressive du pays place la recherche juridique dans un contexte institutionnel inédit et soulève, pour l'analyse économique, des questions spécifiques en termes de viabilité des activités, comme de mesure des inégalités.

La problématique humaine a une importance essentielle en Nouvelle-Calédonie, au vu de l'histoire de son peuplement et de l'instabilité de ses statuts successifs. L'égalité des différents statuts civils, le rapport juridique complexe au sol, l'adaptation du droit du travail à la société océanienne, l'enchevêtrement des normes et des compétences juridiques, la question du droit constitutionnel calédonien, la citoyenneté ou encore le statut des peuples autochtones, forment des pistes de recherche particulières à la Nouvelle-Calédonie. Il est également temps de faire un bilan des Accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998). L'optique est de mesurer le rééquilibrage, qui est le critère essentiel d'évaluation de l'action publique. La voie d'un développement soutenable nécessite d'assurer l'intégration de l'ensemble des communautés au système d'échanges économiques, afin d'assurer une répartition des bénéfices de la croissance et de la rente minière. En raison de l'existence des grandes réalisations industrielles, les problématiques de la mine, du nickel, de la protection de la biodiversité terrestre et maritime comme du droit de l'urbanisme et de la construction sont fortement privilégiées.

L'autre champ d'analyse proposé concerne les relations économiques de la Nouvelle-Calédonie avec la Métropole. La question des transferts financiers, au travers de l'étude des finances publiques et de la fiscalité, est essentielle. L'émancipation prévue par l'Accord de Nouméa pose la question des ressources propres que la Nouvelle-Calédonie devra générer. L'étude des réformes fiscale et monétaire découle de ce questionnement.

L'équipe entend favoriser une recherche non seulement fondamentale, mais aussi appliquée, sur les aspects économiques et juridiques des politiques locales liées aux activités humaines et industrielles en Nouvelle-Calédonie. Dans cette optique, les membres de l'équipe favorisent les ouvertures internationales par des collaborations avec les universités anglo-saxonnes de la zone, les institutions régionales (AUF, CPS, PROE) ou les agences de moyens (CNRT, GOPS).

Le LARJE édite une série de Working-Papers (Les Cahiers du LARJE), et organise régulièrement des séminaires et des manifestations nationales et internationales. Le site Web (<http://larje.unc.nc>) est une source de documentation très riche, qui offre, par mots-clés, le libre accès aux résultats de la recherche, comme aux débats de société qui traversent la Nouvelle-Calédonie et l'Outre-mer.

## LES DERNIERS CAHIERS DU LARJE

<https://larje.unc.nc/fr/recherches/cahiers-du-larje/tous/>

- Cahier n° 2019-5 :** La délicate adaptation de la tradithérapie kanak au système de santé calédonien : essai de synthèse sur les difficultés au plan de la coutume autochtone et du droit français, Antoine Leca
- Cahier n° 2019-4 :** Intégration dans l'économie de marche autour de l'usine du nord : une nouvelle voie économique kanak ?, Samuel Gorohouna
- Cahier n° 2019-3 :** Formation des équipes enseignantes, décrochage et réussite scolaires, Amélie Chung, Pierre-Yves Le Roux, Olivier Galy, Catherine Ris
- Cahier n° 2019-2 :** Théorie partenariale de la gouvernance, Bernard Grand, Philippe Grill
- Cahier n° 2019-1 :** Profit vs morality, results from a survey experiment on discrimination, Mathieu Bunal, Elisabeth Tovar
- Cahier n° 2018-6 :** Veille et éclairage juridiques, Christine Bidaud-Garon
- Cahier n° 2018-5 :** Vous ne dormirez pas chez moi ! Tester la discrimination dans l'hébergement touristique, Mathieu Bunel, Yannick l'Horty, Souleymane MBaye, Loïc du Parquet et Pascale Petit
- Cahier n° 2018-4 :** Mines, émergence et indépendance : le cas des petites économies insulaires, Vincent Geronimi, Armand Taranco, Séverine Blaise, Jean Cartier-Bresson
- Cahier n° 2018-3 :** Décomposition du différentiel des indices de ségrégation : une application sur données calédoniennes, Mathieu Bunel
- Cahier n° 2018-2 :** Quelle est l'évolution de la productivité sectorielle du travail et de la compétitivité de l'économie calédonienne depuis 30 ans ? Serge Rey, Catherine Ris
- Cahier n° 2018-1 :** Décomposition du PIB par habitant, formation supérieure et capital humain en Nouvelle-Calédonie, Mathieu Bunel
- Cahier n° 2017-2 :** Veille et éclairage juridiques, Christine Bidaud-Garon
- Cahier n° 2017-1 :** L'intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie, Étienne Cornut
- Cahier n° 2016-3 :** Veille et éclairage juridiques, Christine Bidaud-Garon
- Cahier n° 2016-2 :** Discriminations ethniques dans l'accès au logement en Nouvelle-Calédonie, Mathieu Bunel, Samuel Gorohouna, Catherine Ris, Yannick l'Horty et Pascale Petit
- Cahier n° 2016-1 :** Gouvernance des organisations et morale des affaires, Bernard Grand, Philippe Grill
- Cahier n° 2015-2 :** La lente transition de la réussite scolaire à la réussite professionnelle des femmes kanak en Nouvelle-Calédonie, Catherine Ris, Marie Berrah